

https://ernestmandel.org/spip.php?page=article&id_article=55

Leçons de la défaite indonésienne

- Écrits -

Date de mise en ligne : vendredi 12 novembre 2010

Date de parution : novembre 1965

Copyright © Ernest Mandel - Tous droits réservés

Le mouvement ouvrier international, la révolution coloniale, ont subi une terrible défaite en Indonésie. Depuis octobre 1965, une véritable terreur blanche a provoqué l'assassinat de milliers de militants communistes et d'autres groupements de gauche. L'ampleur de ce massacre n'a guère provoqué de commentaires désapprouvés de la part de la presse occidentale, si « humaniste » et si sensible à la « défense des droits de la personne humaine » lorsqu'une révolution victorieuse élimine quelques bourreaux ayant commis des crimes immondes à l'égard du peuple, comme l'avait fait la révolution cubaine en 1959.

Une répression féroce

Or, la vague de terreur qui a déferlé sur l'Indonésie a causé d'innombrables victimes. Soukarno lui-même a officiellement reconnu qu'il y a eu 37.000 morts. Fidel Castro, à la conférence tricontinentale, a parlé de 100.000 morts. Des observateurs occidentaux sur place ont avancé le chiffre de 120 à 125.000 travailleurs et militants assassinés, et certaines sources parlent même de 150.000 ou 200.000 morts.

Des journalistes représentant des organes de presse de droite conservateurs, tel l'envoyé spécial de la « Frankfurter Allgemeine Zeitung », du « Sunday Times » (de Londres) ou de la « National-Zeitung » de Baie, ont donné une description détaillée de la terreur dans certaines parties du pays. Le reportage de l'envoyé spécial de la « Frankfurter Allgemeine Zeitung » à l'île de Bali, considéré jadis comme une forteresse communiste, est terrifiant. On y trouve la description de cadavres allongés le long des routes ou jetés en vrac dans des fossés, de villages brûlés à moitié, de paysans qui n'osent plus sortir de leurs cages. On y trouve également le récit hallucinant de la peur qui s'est abattue sur une grande partie du peuple, et qui a amené des gens soupçonnés d'être communistes, à tuer de leurs propres mains leurs prétendus camarades, pour démontrer aux militaires féroces « qu'ils n'en étaient pas ».

A côté des morts il y a d'innombrables autres victimes de la répression. Le chiffre de 250.000 militants ou sympathisants d'extrême-gauche emprisonnés a été avancé. Lorsqu'au début du mois d'octobre 1965, certains syndicats ont essayé de réagir timidement contre la vague de terreur contre-révolutionnaire, on a purement et simplement licencié tous les travailleurs entrés en grève. Selon le « Sunday Times », dans le nord de l'île de Sumatra, 4.000 travailleurs des services publics et fonctionnaires ont été licenciés sous le soupçon d'être des communistes. Une épuration monstre a éliminé tous les « suspects » des ministères, de la presse, des entreprises d'intérêt vital pour l'économie du pays. Dans un pays où règne un chômage endémique et une misère croissante, le renvoi de ces travailleurs condamne leurs familles à une véritable famine. Cent mille familles endeuillées, plusieurs centaines de milliers acculées à l'extrême dénuement, tel semble bien être le bilan provisoire de cette vague de « terreur blanche » qui s'est abattue à partir du 1^{er} octobre 1965 sur l'archipel indonésien.

Devant pareil massacre et pareille répression, le premier devoir de tout socialiste, de tout être humain qui conserve un minimum de sentiments d'humanité, est celui de protester de toutes ses forces contre le meurtre collectif dont les communistes et les hommes de gauche sont actuellement les victimes en Indonésie. La guerre du Vietnam a commencé à émouvoir l'opinion publique, du fait des atrocités qui y sont perpétrées par les impérialistes. Mais il faut bien le reconnaître : il est tombé beaucoup plus de victimes, en quelques semaines de répression contre-révolutionnaire en Indonésie, qu'en plusieurs années de guerre civile au Vietnam.

Cela démontre une fois de plus que devant un ennemi décidé à employer tous les moyens, même les plus barbares, pour maintenir la domination de classe, faire la révolution, y compris la révolution armée, c'est en fin de compte plus rationnel, et cela permet de sauver des vies humaines, même si l'on se place sur le plan purement humaniste (sans parler du fait que dans le premier cas, les morts sont morts pour rien, alors que leur peuple s'enfonce de plus en plus dans la misère, tandis que dans l'autre cas les sacrifices du peuple lui permettent au moins de construire une société

nouvelle, et de sortir de siècles de prostration et d'exploitation féroce).

On attend que tous les défenseurs des droits de l'homme élèvent leur protestation véhémement contre le massacre de communistes en Indonésie. On attend une dénonciation non moins véhémement des auteurs de ces crimes et de leurs complices, qui ont laissé faire ou couvert ces crimes, au moins en partie, comme Soukarno lui-même. On note, sans grande surprise, que la plupart de ces « humanistes » et de ces « libéraux » d'Occident se sont tus jusqu'ici. Et on note aussi que pas mal de partis communistes eux-mêmes se trouvent parmi ceux qui se sont tus jusqu'ici...

L'aboutissement inévitable d'une fausse orientation politique

Mais notre réaction devant l'effroyable terreur qui s'est abattue sur le peuple indonésien ne peut pas se limiter à dénoncer les responsables des massacres et à réclamer la libération des prisonniers (à commencer par Njono, le président des syndicats indonésiens SOBSI, dont le procès a actuellement lieu à Djakarta et qui est frappé d'une peine de mort) et le châtimement exemplaire des assassins. Elle doit aussi porter sur l'examen de la cause de cette défaite terrible que le mouvement ouvrier international a subie en Indonésie. Car les militants et travailleurs indonésiens seraient morts en vain si dans leur propre pays et dans des pays étrangers, le mouvement ouvrier ne tirait pas toutes les leçons de cette défaite et ne modifiait pas sa tactique, tenant compte des leçons d'Indonésie.

La question qui vient, la première, à l'esprit, c'est de savoir comment un parti communiste qui comptait 3 millions de membres et plus de 10 millions de sympathisants organisés dans toutes sortes d'« organisations de masse » (groupements de jeunes, de femmes et de paysans, ainsi que des syndicats dirigés par le P.K.I.) pouvait être écrasé du jour au lendemain, en octobre 1965, par un adversaire certainement inférieur en nombre.

La réponse tient essentiellement en deux points : l'ennemi réactionnaire a pu agir par surprise, c'est-à-dire les masses n'ont pas été systématiquement préparées à cette confrontation inévitable avec l'armée réactionnaire ; l'initiative a été laissée à l'ennemi réactionnaire, c'est-à-dire que la direction du P.K.I. n'a pas profité des innombrables actions des masses au cours des dernières années pour organiser une offensive systématique en vue de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière et la paysannerie pauvre.

Et ce qui est sous-jacent à cette tactique erronée, c'est une conception théorique fautive des conditions d'une victoire de la révolution coloniale, et de la nature de l'Etat apparu dans les pays coloniaux qui ont conquis leur indépendance politique, mais qui ne se sont pas encore libérés de l'exploitation capitaliste.

Front national, ou front ouvrier et paysan ?

Les pays jadis colonisés, qui viennent de conquérir leur indépendance politique, sont le produit d'un développement historique particulier. Alors qu'existent déjà une industrie et un prolétariat modernes, les tâches historiques classiques de la révolution national-bourgeoise (par exemple : la révolution des Pays-Bas du XVI^e siècle ; la révolution anglaise du XVII^e siècle ; la révolution américaine et la révolution française du XVIII^e siècle) n'y ont pas été réalisées. Il n'y a pas de véritable unité nationale, mais un conglomérat de régions, sinon de tribus, fortement frappées par le particularisme. La terre n'y appartient pas aux paysans, mais est dans des proportions plus ou moins grandes, entre les mains de compagnies étrangères de plantations et de propriétaires fonciers indigènes semi-féodaux ou capitalistes. Une partie importante de la population rurale souffre du sous-emploi et du chômage. Il n'y a donc pas de marché intérieur qui permette une industrialisation importante. L'économie du pays est axée sur

l'exportation de quelques matières premières ou produits agricoles vers le marché mondial, ce qui implique un important transfert de valeur (une importante surexploitation) du pays au profit des pays industrialisés.

Mais au sein de cette société sous-développée, le véritable maître est l'impérialisme étranger et ses agents indigènes. Il n'y a pas de classe bourgeoise « nationale » capable de mener une lutte résolue et victorieuse contre l'impérialisme, de joindre l'indépendance économique à l'indépendance politique, d'assurer une véritable croissance économique, de réaliser le plein emploi. La faiblesse numérique et économique des classes possédantes indigènes, et leurs liens étroits avec la propriété foncière, les rendent inaptes à réaliser une véritable révolution agraire. Et sans cette révolution agraire, l'industrialisation est impossible.

Depuis un demi-siècle l'expérience l'a confirmé dans tous les cas : ou bien le mouvement d'émancipation des pays jadis colonisés reste sous la direction de ces classes possédantes indigènes ou de groupes petits-bourgeois qui ne peuvent pas rompre résolument avec l'économie capitaliste - et dans ce cas les tâches fondamentales de la révolution coloniale, avant tout la révolution agraire, restent sans solution, et le pays reste condamné à la stagnation dans la misère, et à la crise sociale incessante ; ou bien la direction du mouvement d'émancipation est conquise par la classe ouvrière alliée à la paysannerie pauvre, la révolution est conduite jusqu'à l'expropriation de l'impérialisme et des classes possédantes indigènes, la réforme agraire est complètement réalisée - et dans ce cas il faut remplacer l'Etat bourgeois par un Etat issu des masses laborieuses, et commencer la construction d'une économie socialiste.

Partout où la direction de la révolution est restée entre les mains de « fronts nationaux » en fait dirigés par la bourgeoisie « nationale » ou par des groupes petits-bourgeois, il n'y a pas eu de révolution agraire radicale, l'Etat est resté foncièrement un Etat bourgeois, et la réaction pouvait à tout instant rompre ce front et déclencher une répression féroce contre les travailleurs. Partout où la révolution est passée sous la direction du prolétariat s'appuyant sur la paysannerie pauvre, il a fallu détruire l'Etat bourgeois et créer un Etat entièrement nouveau pour mener à bien, ne fût-ce que la réforme agraire radicale (Chine, Vietnam, Cuba).

Les dirigeants du P.K.I. n'ont pas assimilé ces leçons de l'histoire. Traumatisés par des erreurs « putschistes » et « aventuristes » commises par leurs prédécesseurs - les dirigeants du P.K.I. à l'époque des « incidents de Madioun » de 1948 - ils ont à tout prix voulu « coller » au groupe Soukarno, représentant la bourgeoisie nationale. Ils ont donc suivi une politique de « front national uni ». Ils ont accepté la suspension partielle des libertés démocratiques par Soukarno au début des années '60. Ils sont entrés dans le NASAKOM (front national groupant les nationalistes de Soukarno, le groupement des musulmans - groupement réactionnaire qui a été à l'avant-garde de la terreur anticommuniste depuis octobre 1965 - et le P.K.I.). Ils sont entrés dans le gouvernement de coalition dont faisait notamment partie le chef de l'armée ultra-réactionnaire.

Leur ligne politique a été, depuis cinq ans, la défense de cette formule de front national, et non pas la propagande pour un gouvernement ouvrier et paysan. Ils n'ont pas misé sur la conquête du pouvoir par les masses, mais sur la lente « conquête de l'intérieur » du pouvoir d'Etat. Et cette politique s'est appuyée sur une caractérisation fautive, de la nature de cet appareil d'Etat, caractérisation formulée de la manière suivante par D.N. Aidit, le chef du P.K.I. : « A présent, le pouvoir d'Etat en République indonésienne comprend deux côtés antagonistes, dont l'un représente les intérêts du peuple (le soutien du peuple) et l'autre les intérêts de l'ennemi du peuple (l'opposition au peuple). Le côté soutenant le peuple se renforçant tous les jours, le gouvernement de la République indonésienne est à même d'adopter des mesures révolutionnaires anti-impérialistes » (D.N. Aidit : « La révolution indonésienne et les tâches immédiates du Parti Communiste indonésien », Editions en langues étrangères, Pékin 1965, pp. 137-8).

Pour un marxiste, tout appareil d'Etat, quels que soient ses côtés antagonistes, sert toujours fondamentalement les intérêts de la domination d'une classe contre une autre. L'Etat, disait Frédéric Engels, c'est en dernière analyse un groupe d'hommes armés. Les intérêts de quelle classe l'Etat indonésien et l'armée indonésienne ont-ils servis ? Les événements d'octobre 1965 ne laissent pas le moindre doute quant à la réponse qu'il faut donner à cette question :

les intérêts de la bourgeoisie dite « nationale ».

Certes, les contradictions entre la bourgeoisie « nationale » des paysans nouvellement indépendants et l'impérialisme, sont multiples. Devant les conflits ainsi provoqués, le mouvement ouvrier n'est pas neutre ; il doit s'engager résolument dans la lutte anti-impérialiste. Le P.K.I. a eu raison d'appuyer la lutte du peuple indonésien contre l'impérialisme néerlandais d'abord, contre la Grande-Malaisie ensuite. Mais il a eu tort de déduire de ces luttes la nécessité d'un front unique permanent avec cette bourgeoisie « nationale », qui impliquait en fait sa subordination à la direction bourgeoise de Soukarno, et l'absence de toute critique à son égard. Il a eu tort de s'abstenir pendant des années d'une lutte pour appuyer les revendications des masses populaires indonésiennes sur le plan économique et social intérieur, subordonnant celles-ci délibérément au maintien du « front national » avec ceux-là qui étaient responsables de la misère des masses.

Car c'est un fait que la situation économique n'a cessé d'empirer, que dans l'industrie, les moyens de production n'étaient employés qu'à concurrence de 30%, que les deniers publics étaient gaspillés en dépenses de « prestige », que l'armée administrait à sa guise (c'est-à-dire pillait sur grande échelle) les biens étrangers réquisitionnés, que la réforme agraire restait sur le papier, que l'inflation est devenue galopante, que les vivres se sont fait de plus en plus rares. Avec une orientation correcte, le P.K.I. aurait pu stimuler la lutte des masses, partant de leurs justes revendications immédiates, pour les amener à la conquête du pouvoir. La politique du « front national » a laissé l'initiative à l'ennemi, jusqu'à ce qu'il fût trop tard.

La défaite indonésienne et le conflit sino-soviétique

Il est incontestable que les vues erronées des dirigeants du P.K.I. sont nettement inspirées par des théories défendues par les dirigeants soviétiques, à l'époque de Staline et à celle de Khrouchtchev. Toutes leurs conceptions sur l'appareil d'Etat indonésien, sur le front national, sur la nécessité de « l'unité », sont copiées du programme du P.C.U.S. avec ses thèses sur

« l'Etat de démocratie nationale ». Même après le coup d'Etat des généraux réactionnaires, les porte-parole des P.C. pro-soviétiques ont d'ailleurs continué à faire la cour à Soukarno et à prôner le rétablissement du NASAKOM et de « l'unité nationale » (voir notamment « Neues Deutschland » du 24 octobre 1965). Ils ont reproché aux dirigeants du P.K.I. des « erreurs gauchistes », alors que ceux-ci étaient coupables d'erreurs opportunistes de droite.

Il faut ajouter également qu'une bonne partie des armes avec lesquelles l'armée réactionnaire a massacré des dizaines et des dizaines de milliers de communistes et de travailleurs indonésiens sont d'origine soviétique. Etait-il si difficile de prévoir que cette bourgeoisie et que cette armée, qui, en paroles, se « battaient » tellement contre l'impérialisme, utiliserait, en pratique, le gros de l'aide ainsi reçue, non contre l'impérialisme, mais contre les masses populaires de son propre pays ?

Ce qui est cependant significatif, c'est que le P.K.I. avec son orientation opportuniste fondée sur la collaboration avec la bourgeoisie « nationale », faisait partie non pas du camp soviétique mais du camp chinois. Or, les dirigeants communistes chinois ont couvert toutes ses erreurs, ne leur ont adressé aucune critique publique. Ils en partagent, par conséquent, la responsabilité avec les dirigeants soviétiques.

Pourtant, dans de nombreux articles consacrés à l'histoire de la révolution chinoise de 1925-27, dans de nombreuses critiques du « révisionnisme khrouchtchévien », des opinions de Togliatti etc. les dirigeants chinois avaient jugé sévèrement la thèse selon laquelle il pouvait y avoir à notre époque, un Etat ni bourgeois ni socialiste.

Ils avaient jugé sévèrement l'idée du bloc avec la bourgeoisie nationale, laissée sous la direction de celle-ci, l'illusion que cette bourgeoisie était capable de mener une lutte conséquente contre l'impérialisme. Or, les dirigeants du P.K.I. se sont rendu coupables de toutes ces erreurs, lourdes de conséquence. Les chefs du P C chinois se sont tus à leur sujet.

Pourquoi ont-ils eu cette attitude sans principes, en contradiction flagrante avec leurs propres idées ? D'abord, parce que dans la lutte au sein du mouvement communiste international, les dirigeants chinois ont cherché à regrouper le maximum de partisans appliquant le principe : nous nous abstenons de critiquer publiquement tous ceux qui s'abstiendront de critiquer le P.C. chinois. Pareil « principe » est inadmissible quand des questions vitales du mouvement ouvrier, dont peut dépendre la vie et la mort de millions d'êtres humains, sont en jeu.

Ensuite, parce que le gouvernement chinois - de même d'ailleurs que le gouvernement soviétique - a cherché à gagner l'appui de Soukarno pour son jeu diplomatique, et parce qu'il applique le « principe » de Staline, selon lequel le mouvement communiste doit s'aligner complètement sur les manœuvres diplomatiques de l'Etat dit socialiste. Ce « principe » est néfaste pour le mouvement ouvrier et contraire aux pratiques de l'époque de Lénine. Lorsque la Russie soviétique conclut des traités avec l'impérialisme allemand - à Brest-Litovsk en 1918, à Rapallo en 1921 - les communistes allemands n'en déduirent point, à cette

époque, qu'ils devaient mettre en sourdine la lutte révolutionnaire contre leur propre gouvernement. Mais à l'époque de Staline, l'alliance temporaire d'une bourgeoisie avec l'U.R.S.S. impliquait automatiquement la mise en sourdine de la lutte communiste contre cette bourgeoisie. Les dirigeants chinois imitent Staline à ce propos. Les communistes indonésiens l'ont lourdement payé.

Certes, la lutte n'est pas terminée en Indonésie. Une partie des cadres communistes a pu prendre le maquis. Le mécontentement des masses affamées augmente de jour en jour ; ce n'est pas avec des massacres qu'on remplira le ventre creux des travailleurs et des paysans.

La révolte s'amplifiera contre un régime corrompu. Soukarno le comprend et reprend son éternel jeu de bascule ; il vient d'éliminer le plus féroce des généraux de son cabinet. Le peuple pourra encore prendre sa revanche. Mais les cent mille morts ne seront pas ressuscités. Et une politique juste aurait pu éviter en grande partie ces pertes et cette défaite très lourdes. [didim escort](#), [marmaris escort](#), [didim escort bayan](#), [marmaris escort bayan](#), [didim escort bayanlar](#), [marmaris escort bayanlar](#)